

TRANSCRIPTION DU PODCAST

Un avenir énergétique durable pour l'Afrique

Titre de l'épisode : L'ODD 7 est-il à portée de main ?

Invités : Ifey Ikeonu et Victor Otieno

Dates d'enregistrement : 10-17 juillet 2023

Lien vers le podcast:

Christine Juta :	<p>Bienvenue dans un avenir énergétique durable pour l'Afrique. Une série de podcasts proposée par l'Ecole Africaine de Régulation (ASR). L'ASR vise à être un centre d'excellence pour des discussions indépendantes et un échange de connaissances. Notre objectif est d'améliorer la qualité de la régulation et de la politique énergétique africaine. Ce podcast réunira des experts en énergie et des leaders émergents de l'énergie pour discuter de sujets d'actualité d'intérêt pour le secteur de l'énergie sur le continent africain au cours de plusieurs épisodes. La première saison du podcast se concentre sur l'accès à l'énergie, le principal défi immédiat auquel est confronté le secteur énergétique de nombreux pays d'Afrique. Nous explorons si l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 est possible en Afrique. Je m'appelle Christine Juta, votre animatrice dans cette série de podcasts. Je suis une professionnelle de l'énergie propre qui s'est fermement engagée à faire progresser l'accès universel à l'énergie vers une croissance économique durable en Afrique.</p> <p>Aujourd'hui, nous discutons de l'objectif de développement durable 7, l'un des 17 objectifs de développement durable établis par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. L'objectif de développement durable 7 (ODD) vise à garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne, mais l'ODD 7 est-il à portée de main ? Pour en discuter, je suis accompagnée par Ifey Ikeonu, qui possède une vaste expérience en matière de droit de l'énergie, de politique, de marchés et la régulation. Ifey a passé les six dernières années en tant que consultante fournissant des services de conseil aux gouvernements ainsi qu'aux institutions publiques et privées dans divers pays d'Afrique, en matière de politique, de marchés et de régulation dans le domaine de l'électricité. Avant de se lancer dans un travail de consultant, Ifey a travaillé comme régulateur au Nigeria et a également été président de l'Autorité Régionale de Régulation de l'Electricité de la CEDEAO (ARREC). Ifey, merci de nous avoir rejoints et bienvenue dans le podcast.</p>
Ifey Ikeonu :	Merci beaucoup, Christine, de m'avoir reçu.
Christine Juta :	Alors, ma première question pour vous, Ifey, l'Afrique est-elle sur la bonne voie pour parvenir à un accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes d'ici 2030 ? Ou s'agit-il d'une illusion ? Et peut-être faudrait-il différencier la réponse selon les pays ?

Ifey Ikeonu :

Oui, Christine, comme vous le savez, l'Afrique reste le continent qui a le plus faible accès aux services énergétiques modernes au niveau mondiale. Et même si, vous le savez, certains progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie pour combler cet écart, cela reste une tâche très ardue. À l'heure où nous parlons aujourd'hui, comme nous le savons, plus de 600 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès aux services d'électricité. Et même en ce qui concerne la cuisson non polluants et moderne, nous avons des chiffres encore plus élevés : près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une cuisson non polluants et moderne. Où se situe donc l'Afrique en termes de progression vers les objectifs d'accès universel, ou qui ont été fixés pour 2030 ? Est-ce que cela prendra peut-être six ans, ou plus ? Et est-ce vraiment un objectif réaliste ? Mon point de vue, tout d'abord, il faudrait peut-être partir de la deuxième partie de la question en termes de différenciation entre les pays. En effet, l'Afrique est aussi diverse qu'un continent est grand. Il existe donc des différences dans le monde, depuis l'Afrique du Nord jusqu'à l'Afrique australe ou l'Afrique subsaharienne. "Nous avons donc des différences dans le monde, depuis l'Afrique du Nord, qui pourrait être une région, jusqu'à l'Afrique australe, ou la région de l'Afrique subsaharienne. Et la différence est vraiment énorme, entre des pays comme le Sud-Soudan avec des taux d'accès à l'électricité d'environ 5 %, et des pays plus au nord comme l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, qui ont été en mesure d'atteindre l'accès universel. L'histoire n'est donc pas la même. Je pense que je veux tout d'abord souligner cela pour dire que ce n'est pas pareil. Et encore une fois, même en termes de progrès également, ce n'est pas non plus la même histoire, car certains pays de la région ont déployé des efforts considérables pour combler le fossé. Quand on regarde le Ghana, le Rwanda et ce qui se passe au Kenya aujourd'hui, je pense que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont des défis à relever pour atteindre les objectifs de 2030 en matière d'accès à des services énergétiques abordables, fiables et modernes. Et pourquoi est-ce ainsi ? Je pense que tout d'abord, l'histoire a bien sûr été celle des défis posés par l'investissement. Nous avons donc une région où la plupart des services publics appartiennent encore à l'État, c'est-à-dire aux gouvernements, et ne sont pas gérés de manière très prudente. Et les gouvernements ont évidemment toutes sortes de besoins contradictoires en matière de développement des infrastructures dans tous les pays africains, de sorte que l'énergie elle-même, aussi importante soit-elle, doit lutter pour obtenir des ressources par rapport à d'autres domaines tout aussi importants comme la santé, l'agriculture, l'éducation ou le développement des infrastructures. C'est donc un gros problème. C'est là qu'intervient le rôle du secteur privé, qui est le secteur clé pour conduire cette transition énergétique et faire avancer l'Afrique vers la réalisation des objectifs de l'accès universel.

Encore une fois, à cet égard, évidemment, même si nous sommes dans une situation où un certain nombre de pays ont actuellement de

nombreuses compagnies d'électricité privées en activité, nous avons des régulateurs en place, nous avons essayé de mettre en place des cadres propices qui attireront les investissements du secteur privé, mais il y a eu beaucoup de défis dans ce domaine, beaucoup de défis dans le sens où je pense qu'il y a une grande lacune et ce que j'aime dire, c'est mettre en œuvre concrètement ce que nous avons mis en place en tant que politiques, cadres juridiques et réglementaires. Ainsi, vous avez des pays qui ont mis en place de bonnes lois sur l'énergie, des régulateurs ont également mis en place certaines de ces politiques habilitantes qui devraient stimuler les investissements et garantir que nous aurons la participation du secteur privé qui aidera à combler cet écart. Pourtant, au niveau des mises en œuvre, il reste encore un très, très grand écart. Ainsi, dans la mesure où nous sommes confrontés à tous ces défis, il peut être difficile d'atteindre l'objectif 2030. Il convient également de rappeler que l'énergie reste un moteur clé du développement, c'est-à-dire du développement économique et social d'un pays donné. Cela signifie simplement que l'accès à des services énergétiques propres, à des services énergétiques modernes et abordables, est un impératif pour la croissance économique. Ainsi, en raison de l'absence de tout cela, dans un certain nombre de pays d'Afrique, nous n'avons pas vu le type de biens dont nous avons besoin pour que les pays d'Afrique atteignent le meilleur potentiel en termes de biens économiques. Cela signifie également que cela empêche les gens de payer ce que l'on pourrait appeler des tarifs reflétant les coûts, qui sont très, très impératifs en tant que stimulant, pour s'assurer que notre secteur de l'électricité reste durable au fil des ans, ce qui nous permettrait, de manière très ciblée, de mettre en place un accès universel. Dans la mesure où nous avons beaucoup de pauvreté, vous savez, dans la région, et peut-être qu'il y a beaucoup plus à faire pour sortir les gens de cet espace de pauvreté, pour nous permettre de simuler la demande d'énergie, parce que l'Afrique a également la consommation d'électricité par habitant la plus faible. Contrairement à tous les produits de base, plus ils sont consommés, plus ils deviennent bon marché et plus ils contribuent également au développement d'autres secteurs. Je pense donc que le secteur de l'énergie doit être examiné collectivement, vous savez, dans le cadre du développement économique de tous les pays, en particulier en Afrique subsaharienne, si les gouvernements réalisent le rôle très important que joue l'énergie dans la stimulation de la croissance économique, et s'attachent vraiment à faire en sorte que nous fassions davantage pour développer le secteur de l'électricité, le secteur de l'énergie, ce qui permet également de renforcer l'autonomie économique, de donner aux gens des actifs, plus de fonds, plus de revenus disponibles pour pouvoir consommer davantage et aussi pour pouvoir travailler dans le secteur de l'énergie. En résumé, sommes-nous capables d'atteindre cet objectif d'ici 2030 ? Je pense que oui, pour certains pays, ce sera possible. Mais je ne suis pas très optimiste quant au fait qu'en tant que continent, tous les pays d'Afrique seront en mesure d'atteindre l'objectif d'évaluation universelle d'ici 2030, pour

	<p>certaines des raisons que j'ai évoquées ici, et bien sûr d'autres, que le temps ne nous permettra pas de développer davantage, mais j'ajouterai simplement qu'il est important que nous l'atteignons d'ici 2030, ou peut-être peu de temps après, nous nous concentrons, que nous planifions stratégiquement et que nous nous assurons, plus important encore, que nous mettions en œuvre tous ces plans pour garantir que nous créons l'espace de gouvernance et l'écosystème nécessaires pour garantir que nous pouvons effectivement, dans un avenir proche, atteindre l'objectif de l'accès universel aux services énergétiques modernes pour tous en Afrique. Merci.</p>
Christine Juta :	<p>Merci beaucoup Ifey pour cette vision approfondie et réaliste de ce que cela implique réellement pour accomplir cette tâche insurmontable à laquelle sont confrontés les pays africains. Et aussi, je souligne simplement l'importance d'une approche holistique pour aborder l'ODD 7, afin de garantir que nous sommes en mesure d'atteindre les cibles.</p> <p>Ma deuxième question pour vous vise vraiment à se concentrer sur les objectifs spécifiques de l'ODD 7. Comme vous le savez, l'ODD 7 vise à parvenir à un accès universel à l'énergie, à augmenter considérablement la part des énergies renouvelables, ainsi qu'à doubler le taux de croissance de l'amélioration de l'efficacité énergétique, d'ici 2030, diriez-vous qu'il s'agit là de besoins concurrents pour l'Afrique ? Sont-ils d'égale importance pour l'Afrique, et lequel de ces objectifs est le plus difficile à atteindre ?</p>
Ifey Ikeonu :	<p>Je dirai que les objectifs de l'ODD 7, vous savez, en matière d'énergie, d'accès aux énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, à mon avis, sont des objectifs vraiment complémentaires, et ils devraient travailler ensemble pour résoudre les énormes besoins énergétiques que nous avons en Afrique. Je ne les vois pas vraiment en compétition, mais plutôt complémentaires. Et comme je l'ai dit, l'Afrique ayant aujourd'hui le taux d'accès à l'énergie le plus bas au monde, parvenir à un accès universel impliquerait bien sûr d'utiliser différentes sources de production d'énergie. Et pour nous, en tant que continent, vous savez, nous avons la chance de disposer de nombreuses ressources énergétiques renouvelables. Et en effet, lorsque vous regardez notre potentiel solaire, par exemple, l'Afrique a le potentiel de générer environ 60 % ou plus du potentiel solaire dont nous disposons à l'échelle mondiale, en venant uniquement d'un seul continent. Donc, cela signifie simplement que nous pouvons utiliser ces ressources énergétiques renouvelables pour résoudre le problème de l'accès à l'énergie, qui, encore une fois, est l'une des cibles de l'objectif ODD lui-même. Donc, ce que cela signifie, encore une fois, pour moi, c'est que nous devons trouver un moyen de travailler de manière complémentaire, pour garantir que non seulement nous soyons capables d'exploiter les ressources énergétiques renouvelables, dont nous aurons en abondance, mais qu'il s'agisse de l'énergie solaire, éolienne, géothermique ou autre,</p>

mais même si nous travaillons pour parvenir à l'accès à l'énergie, cette efficacité devient également importante car à l'heure actuelle, nous nous trouvons dans une situation où, dans la plupart des pays, la demande en énergie dépasse de loin l'offre en énergie. Cela signifie simplement que même avec l'énergie limitée, en particulier l'électricité disponible aujourd'hui, des efforts plus concertés doivent être déployés en faveur de l'efficacité énergétique. Et j'ose dire que parmi ces trois objectifs, je pense que l'efficacité énergétique n'a pas été autant mise en avant que les deux autres objectifs, même si je la considère comme tout aussi importante, surtout pour nous ici, nous sommes considérés comme un énorme écart entre la demande et l'offre. Il s'agit donc de savoir lequel de ces objectifs serait le plus difficile à réaliser. Je sais clairement que, compte tenu des ressources en énergies renouvelables dont nous disposons sur le continent au cours des dernières années, d'énormes progrès ont été réalisés dans le domaine des énergies renouvelables et que de plus en plus de pays ont commencé à exploiter toutes ces ressources pour répondre à leurs besoins énergétiques, en particulier dans nos communautés rurales où l'accès à l'énergie reste le plus faible. Dans cette mesure, je considère que les énergies renouvelables jouent un rôle très, très important. Et je crois qu'au cours des prochaines années, peut-être pourrons-nous faire beaucoup plus en termes d'exploitation d'autres ressources d'énergie renouvelable en dehors de l'hydroélectricité, qui reste encore aujourd'hui la majeure partie de la ressource que nous utilisons en matière d'énergie renouvelable. Dans cette mesure, je pense que les énergies renouvelables sont comme un fruit à portée de main dans le sens où elles sont vraiment là, elles sont disponibles, les ressources sont là et il est très facile de s'y connecter.

Je pense également qu'en matière d'efficacité énergétique, le plus grand défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui réside dans le domaine de la capacité. Vous ne recherchez pas de politique monétaire, ni un cadre réglementaire qui abordent l'efficacité énergétique, peut-être d'une manière que nous devrions faire aujourd'hui, fondamentalement, encore une fois, peut-être, parce que je peux dire que l'accent est tellement mis sur l'augmentation physique de l'accès à l'électricité. Ainsi, l'efficacité énergétique, je pense, pourrait en fin de compte être la plus difficile des trois à atteindre. Peut-être parce qu'en termes de priorité, cela peut être considéré, enfin, je ne dis pas moins important, mais pas aussi évident que l'accès à l'énergie et les énergies renouvelables, étant donné que les énergies renouvelables elles-mêmes font également partie du type de ressources que vous utilisez pour relever le défi de l'accès à l'énergie, en gros. Et bien sûr, avec tous les défis liés au changement climatique, et la nécessité d'atténuer les émissions de CO₂ et l'accent mis sur l'utilisation réelle de ressources énergétiques plus propres. Une grande attention est portée à ces deux domaines. L'efficacité énergétique, comme je l'ai dit, n'a pas retenu beaucoup d'attention. Je ne pense pas que ce sera difficile à réaliser, peut-être si l'on accorde davantage d'attention à l'efficacité énergétique au fil des

	<p>années. Donc, je ne pense pas que ce soit plutôt une difficulté à atteindre, mais plutôt un aspect quelque peu négligé parmi ces deux autres objectifs. Mais je pense que c'est vraiment un domaine sur lequel il faut se concentrer davantage, car il ne faut pas oublier que nous avons des défis dans la région en termes de coûts de travail élevés. Alors bien sûr, nous parlons d'efficacité énergétique, cela contribuerait sûrement à réduire les importations de pétrole et contribuerait à la réduction des infrastructures existantes. Et, surtout, je pense à la question de l'accessibilité financière, car je pourrais dire que nous venons d'une région où les moyens de revenus disponibles sont très limités. Nous devons donc trouver des moyens de promouvoir l'efficacité énergétique comme l'un des objectifs fondamentaux afin que, de manière globale, nous soyons en mesure d'atteindre l'objectif 7 de l'ODD. Encore une fois, tous ces objectifs sont très, très importants, tous réalisables, mais je dirai simplement que nous n'avons pas fait autant dans le domaine de l'efficacité énergétique, comme nous l'avons peut-être fait dans le domaine des énergies renouvelables et également dans l'accès à l'énergie.</p>
Christine Juta :	<p>Merci Ifey, jusqu'à présent, nous avons parlé des objectifs de l'ODD 7, de la manière dont nous parvenons, en tant que continent africain, à les atteindre et peut-être quelles sont les considérations pour les différents objectifs fixés par l'ODD 7. Selon vous, comment la régulation de l'énergie et le renforcement des capacités en matière de régulation de l'énergie peuvent-ils contribuer à atteindre ces objectifs ?</p>
Ifey Ikeonu :	<p>Je pense qu'une grande partie des défis auxquels nous sommes confrontés lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les objectifs de l'ODD 7 sont liés à la question de la gouvernance. Et rappelez-vous que lorsque vous parlez de régulation, tout est question de gouvernance. Il s'agit de mettre en place un cadre favorable qui non seulement soutiendrait les investissements dans le secteur, mais garantirait également que les utilisateurs finaux, les décideurs politiques du gouvernement, ainsi que les praticiens du secteur privé, qui participent à la croissance du secteur énergétique, se sentent suffisamment satisfaits de la progression du secteur lui-même. Donc, ce que cela signifie simplement, c'est que lorsque les gens viennent dans un espace pour investir dans le secteur de l'énergie, qu'il s'agisse de l'électricité, de cuisson non polluante et le reste. La première chose ou la première question qui sera généralement posée est de savoir quel est le cadre juridique ou réglementaire favorable au secteur ? Existe-t-il un régulateur en place, qui servirait d'arbitre impartial en cas de litige, ou les règles du secteur sont-elles clairement spécifiées dans les réglementations, et des ordonnances ? Et encore une fois, dans un secteur où les entreprises publiques participent généralement beaucoup, les règles du jeu seront-elles équitables, y aura-</p>

t-il des règles du jeu équitables pour tous les participants, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou publiques ?

Je me souviens encore une fois que nous avons parlé des questions de tarifs, de tarifs reflétant les coûts, c'est vraiment le régulateur qui a pour rôle de garantir que vous mettez en place des tarifs reflétant les coûts. Et aussi, par exemple, travailler avec les gouvernements pour mettre en place des subventions pour les clients vulnérables ou ceux qui peuvent se situer au bas de l'échelle et ne pas avoir les moyens d'accéder à l'électricité. C'est également le régulateur qui veillera à ce que vous mettiez en place les réglementations en matière de qualité de service nécessaires pour garantir que la prestation de services est optimisée, et qui protégerait également les prestataires de services en garantissant que les utilisateurs finaux paient également un coût équitable pour les services fournis. C'est pourquoi je pense que le rôle de la régulation est vraiment très important si nous voulons atteindre les objectifs de l'ODD 7. Les régulateurs doivent veiller à ce que les investissements dans le secteur soient claires et à ce que les investisseurs obtiennent un juste retour sur investissement. Et que les utilisateurs finaux ont également accès à un approvisionnement en électricité fiable et abordable. Nous avons également besoin que le régulateur garantisse que même pour ceux qui sont vulnérables et qui autrement ne pourraient pas se permettre d'acheter de l'électricité ou d'accéder à des services énergétiques modernes, des politiques gouvernementales soient mises en place pour soutenir ce type de clients. Et vous savez, cela m'amène au domaine du renforcement des capacités, car un régulateur compétent est celui qui a la capacité suffisante pour comprendre la dynamique de l'ensemble du secteur. Si vous vous en souvenez, j'ai dit au début que le secteur de l'énergie ne pouvait pas être traité de manière isolée. Cela signifie simplement qu'il existe certaines questions transversales qui doivent être clairement comprises par les personnes appelées à servir de régulateurs afin de fournir le type d'interventions réglementaires efficaces et efficientes qui seraient nécessaires pour apporter les ressources et soutenir le secteur afin de garantir qu'il continue à se développer et à fournir le type de catalyseurs qui garantiront la croissance économique dans l'ensemble du pays.

Par expérience, vous savez, ayant d'abord travaillé en tant que régulateur et ayant passé ces dernières années à travailler avec des ministères gouvernementaux ou des commissions de régulation, je vois clairement qu'il y a encore beaucoup de lacunes, en termes de capacité, en particulier lorsque nous mettons en place les commissions de régulation. Ce n'est évidemment pas très surprenant, car dans le secteur de l'électricité ou dans celui de l'énergie, la régulation en Afrique est encore nouvelle, elle n'a pas encore évolué dans un certain nombre de pays. Nous avons des pays, un très grand nombre de pays qui ont probablement mis en place leur commission de régulation au cours des cinq dernières années, en gros. Ce qui se passe, c'est qu'il y a un manque

	<p>de capacité. Mais là encore, à l'inverse, il existe également d'autres pays dont les commissions de régulation existent depuis bien plus longtemps et qui ont renforcé leurs capacités et acquis leur expérience dans les deux domaines. Donc, pour moi, le renforcement des capacités est très important, car on ne peut pas réguler un secteur si l'on ne comprend pas clairement son fonctionnement. Vous devez également être très, très au courant de toutes les technologies émergentes et des changements dans le secteur de l'énergie. Aujourd'hui, nous parlons de véhicules électriques à hydrogène, de stockage de batteries, des choses dont on n'a pas parlé au cours des 10 dernières années. Mais tous ces éléments jouent un rôle très important, notamment dans le secteur de l'énergie. La connaissance est donc importante et pas seulement une chose ponctuelle. Je pense que la formation continue, notamment pour les régulateurs, est très, très importante. Et de même, permettez-moi de ne pas m'adresser uniquement aux régulateurs des opérateurs de services publics des ministères, et à toutes les personnes impliquées dans le secteur de l'énergie, l'accent que j'ai mis sur les régulateurs est simplement dû au fait qu'en général, vous savez, c'est le rôle du régulateur de superviser le secteur. Plus que toute autre raison, cette capacité est nécessaire, mais elle doit être transversale, les praticiens des services publics doivent être formés en permanence, nous devons avoir des ministres responsables de certaines politiques et les lois sont également sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit du renforcement des capacités. Alors oui, je pense que le rôle de la régulation et du renforcement des capacités est indispensable pour atteindre l'ODD 7, surtout en Afrique aujourd'hui.</p> <p>Merci.</p>
Christine Juta :	<p>Merci beaucoup Ifey d'avoir vraiment mis l'accent sur l'importance des questions de gouvernance réglementaire, afin de créer, comme vous le dites, des règles du jeu équitables qui permettront aux investissements privés d'affluer pour compléter les efforts des gouvernements africains pour atteindre les objectifs des ODD 7 Et surtout, comme vous le dites, il est nécessaire de renforcer continuellement les capacités des régulateurs, en particulier parce que, d'un autre côté, les entités de régulation sont relativement nouvelles dans certains pays africains, mais aussi en raison de la nature évolutive du secteur de l'énergie et du rythme rapide de l'innovation, en particulier dans les modèles économiques et les nouvelles technologies émergentes, qui ont des implications sur la façon d'aborder la régulation de l'énergie.. Il est donc absolument nécessaire de renforcer continuellement les capacités.</p> <p>Merci beaucoup Ifey pour vos contributions.</p>
Ifey Ikeonu :	<p>Merci beaucoup, Christine, de m'avoir reçu.</p>

Christine Juta :	Notre deuxième invité pour cet épisode est Victor Otieno, associé de recherche sur l'accès à l'énergie à l'Institut des ressources mondiales (WRI). Victor, merci de vous joindre à nous et bienvenue dans le podcast.
Victor Otieno :	Merci beaucoup, Christine, pour l'invitation à participer à ce podcast et à cette discussion percutante.
Christine Juta :	Nous avons écouté les observations d'Ifey Ikeonu et j'aimerais vous entendre, Victor, étant donné que la consommation moyenne d'énergie par habitant dans la plupart des pays africains est bien inférieure à la moyenne mondiale. Quel impact cela a-t-il sur les attentes des jeunes générations concernant leur avenir ? Selon vous, voyez-vous des développements ou des initiatives encourageants qui pourraient motiver les jeunes Africains à espérer un avenir meilleur ?
Victor Otieno :	<p>Merci beaucoup Christine pour la question. Oui, je pense que c'est une question très importante. Dans le contexte où nous nous trouvons en Afrique, nous pouvons peut-être commencer par ce qu'est la consommation d'énergie par habitant, sans entrer dans les détails, elle peut être comprise comme une mesure de la quantité d'énergie utilisée par un pays par habitant, l'énergie que le pays consomme, divisée par la population adulte. Cela nous donnerait donc une estimation approximative de ce qu'une personne reçoit et c'est ce que nous appelons la consommation par habitant. Vous avez donc raison de dire que l'Afrique se situe vraiment bien en dessous de la moyenne mondiale. En fait, comme l'Afrique subsaharienne (sans compter l'Afrique du Sud) produit environ 180 kilowattheures par personne et par an, c'est vraiment très bas. Et si vous comparez cela avec les pays qui se sont développés, par exemple, les États-Unis avec 13 000 kilowattheures par an et la moyenne européenne avec 6 500 kilowattheures par an, alors nous sommes très, très en retard.</p> <p>Il est donc possible que notre faible demande énergétique, qui correspond à notre consommation divisée par la population, soit l'une des causes de ce phénomène. Cela signifie donc que nous consommons peu et cela peut être lié à des éléments tels que l'accès à l'énergie et notre revenu disponible. En ce qui concerne l'accès à l'énergie, il s'agit également du manque d'énergie suffisante pour stimuler des utilisations productives. Parce que l'énergie est un facteur de développement qui a un impact négatif sur notre situation, en tant qu'Afrique et a des rendements, c'est vraiment négatif parce qu'une faible activité économique signifierait, peu d'emplois signifieraient peu de revenus. Mais cela dit, la situation est sur le point de changer car il se passe beaucoup de choses, notre population augmente, notre activité économique augmente également, et donc notre demande de services énergétiques pourrait également augmenter avec elle. Et juste pour</p>

	<p>ajouter un petit peu, je pense, ce qui se passe actuellement, dans cet espace, en ce qui concerne l'avenir, l'accès à l'énergie, c'est de savoir si nous avons une bonne image de ce qui se passe. De nombreuses activités sont donc en cours pour tenter de redéfinir ce que signifie l'accès à l'énergie. Et la principale chose que je choisirai est que l'accès à l'énergie signifierait un accès suffisant pour stimuler les activités économiques, en particulier du côté des utilisations productives. Ainsi, au-delà du ménage, l'accès à l'énergie devrait également se concentrer sur les utilisations productives et ce qui se passe souvent dans ce domaine, en particulier, peut-être juste quelques exemples. Fonds d'Afrique « Beyond de grid », soutient les utilisations productives, qui alimente les opportunités en matière d'énergies renouvelables. Il existe également le Fonds de partenariat pour l'énergie et l'environnement en Afrique (Energy and Environment Partnership Fund up Africa). Et même au WRI, nous travaillons avec des partenaires pour créer un fonds d'utilisation productive de l'énergie, afin que nous puissions stimuler les activités économiques autour de cela, en même temps, augmenter les revenus et également augmenter notre demande d'énergie. Au-delà, même les multinationales, les banques de développement, comme la Banque Africaine de Développement ne sont pas en reste, à travers le programme « Lighting up Africa ». Il se passe beaucoup de choses, nous ne devons donc pas perdre espoir, même si notre situation est encore faible. Mais il y a beaucoup d'activités qui se déroulent, qui nous permettent d'ouvrir l'espace et c'est maintenant à nous, ceux qui sont encore jeunes, parce que ces opportunités cibleront davantage les jeunes, cibleront davantage de femmes. Nous devons donc nous préparer à exploiter ces opportunités et à favoriser l'essor économique de nos pays.</p>
Christine Juta :	<p>Merci beaucoup, Victor d'avoir vraiment mis l'accent sur l'importance des utilisations productives de l'énergie, ce qui me semble très important, en particulier compte tenu de l'importance démographique de la jeunesse en Afrique et de la croissance attendue de cette population. Je pense que cela va être très critique pour l'avenir de l'Afrique et pour notre développement durable. J'aimerais remercier nos invités Ifey et Victor pour votre temps et vos contributions perspicaces, et j'espère que nos auditeurs ont apprécié cet épisode sur un avenir énergétique durable pour l'Afrique. Si vous souhaitez écouter plus d'épisodes ou en savoir plus sur l'École Africaine de Régulation, visitez Africanschoolofregulation.org</p>